

Intervention de Didier JOUVE
Vice-Président de la Région Rhône-Alpes
Délégué à l'aménagement, à l'animation des territoires et
au développement durable

La démarche prospective Rhône-Alpes 21
Assemblée plénière du 19 juillet 2007

Le Président vient de nous indiquer quelles raisons de fond nous invitent à engager ce chantier de prospective, et quels sont les principaux défis sur lesquels nous allons ouvrir la réflexion.

Nous sommes convaincus que ce chantier de prospective est vital, qu'il est au cœur de notre mandat d'élus.

Regardez le monde que nous avons la responsabilité à notre niveau, de faire tourner :

Il est d'abord marqué par l'incertitude.

Eric ARNOU le soulignait dans le débat précédent, sur l'Europe,

Il fut un temps où l'action politique pouvait se conduire à partir de quelques principes bien ancrés, ce que Stéphane ROZES appelle parfois les pilotes automatiques de la politique : je vais en citer trois : le progrès, la croissance, le marché. Ces pilotes automatiques sont parfois devenus des crédos, alors la conviction devenait religion.

Mais ces pilotes automatiques sont cassés : le progrès technologique n'est pas à coup sûr un progrès social ou environnemental, la croissance des flux financiers ne garantit ni la paix ni la solidarité ni le bien être pour tous, et le marché qui a révélé ses dynamiques montre aussi toutes ses limites dans la prise en compte de l'intérêt général et des enjeux de long terme.

1) Les logiciels sont cassés. Du coup, les pilotes de politiques publiques que nous sommes devrions être très compétents et avoir de bons yeux.

Ce monde incertain est également de plus en plus complexe : de nouvelles approches sont nécessaires pour le prendre en charge.

Il n'y a pas si longtemps, on utilisait des relations simples de causalité : une cause, un effet. Un problème, une solution. Action, réaction.

La complexification de l'économie, la mondialisation des échanges, l'irruption du village global de la communication, et la montée en puissance des questions environnementales imposent aujourd'hui de penser et d'agir sur des systèmes, sur des interactions.

Prenons l'exemple de l'agriculture sur laquelle nous avons déjà porté ce regard plus global lors de la réécriture de notre politique : ce n'est pas seulement nourriture ou commerce extérieur, mais aussi emploi rural, gestion de l'espace, administration du paysage, vecteur de tourisme, interpellée sur la protection de l'eau potable; et voici l'agriculture confrontée, avec la question des OGM, au dépassement de ses propres mécanismes naturels et vitaux du vivant qui semblaient immuables vers un abîme d'inconnues; voici l'activité de production la plus ancienne de l'humanité confrontée à la question du sens qu'il faut donner au progrès.

Vous mesurez que ces approches globales deviennent nécessaires dans toutes les disciplines de la région, et ce d'autant plus que la région est un espace de cohérence territoriale.

Vous l'avez dit aussi dans les débats de commission, ces approches globales nécessitent de modifier nos méthodes de travail et nos organisations.

Il n'y a plus de « prés carrés » possibles, il faut de la transversalité.

Il n'y a plus d'action économique utile qui ne serait pas articulée avec l'homme et avec son territoire, il n'y a plus d'actions solidaires possibles qui ne reposent sur une société efficace économiquement et techniquement pour les porter, il n'y a pas de résolution des questions environnementales envisageables hors d'un projet de vrai progrès économique et social.

Nous travaillerons sur une approche que nous partageons dans cette mandature qui veut concilier l'efficacité économique, le progrès social, la responsabilité environnementale, en associant le plus largement possible les rhônalpins; une approche s'appuyant sur les principes du développement durable.

Le chantier que nous engageons est partenarial; il doit forcément associer les élus, les représentations de la société, les experts et les citoyens.

Le regard porté sur le long terme ne peut concerner seulement les élus de ce mandat.

Les questions sont trop complexes pour se passer de l'aide des experts.

Les questions imprègnent globalement la société et ne peuvent pas être traitées sans le concours des citoyens.

La démarche de prospective concerne évidemment en tout premier lieu notre assemblée que le scrutin proportionnel a rendu représentative de l'ensemble des citoyens; il concerne le Conseil économique et social, au cœur de sa mission de représentation de la société civile organisée, deuxième assemblée régionale, et qui vient de se doter d'une section de prospective dont j'ai rencontré les membres en préparation de ce rapport; il concerne l'ensemble de nos partenaires dans la vie de la Rhône-Alpes, structures professionnelles, syndicats, associations, et toutes les citoyennes et citoyens que nous avons souhaité associer dès le début de notre mandat au déploiement et à la préparation

des politiques régionales. Je résume : il nous faut voir plus loin, mieux comprendre les systèmes complexes, développer la transversalité, associer l'ensemble de la société.

Quel est l'enjeu de notre travail :

- Ni prédire, ni croire, mais tenter d'anticiper davantage quand les politiques publiques deviennent plus lourdes à piloter et à faire changer de cap.

- Dégager une vision stratégique des avènements possibles pour Rhône-Alpes, qui pourra constituer le socle des politiques régionales demain

- Faire la politique plutôt que laisser se faire.

Saurons-nous lever le nez du guidon pour voir plus loin, saurons-nous échapper à la temporalité d'un mandat pour étudier l'avenir, saurons-nous saisir les grands défis du siècle pour en nourrir nos politiques, saurons-nous le faire avec les rhonalpains, tous les rhonalpains ?

Le vrai rôle d'un politique, dit on, n'est pas d'administrer le quotidien, mais de savoir quand il faut changer de politique.

Avons nous décidé par exemple que demain les villes ne seront plus habitées que par les plus riches et quelques pauvres triés, tandis que la majorité épuisera sa vie en déplacements dont le coût aura cru jusqu'à devenir insupportable tant pour les ménages que pour les collectivités?

Avons-nous décidé que nos anciens (et nous avec) seront en surpopulation dans les hôpitaux faute de moyens pour les loger?

Avons-nous décidé que toutes nos eaux seront polluées comme en Bretagne ? Où manqueront comme en Australie ?

Non bien sûr, nous n'avons pas décidé des choses pareilles, mais avons-nous suffisamment réfléchi où conduisent nos politiques actuelles et comment nous devons les infléchir ?

Regarder en avant : nous le devons aux rhonalpains. Ils nous ont élu dans ce monde instable brouillardé et paradoxal pour gérer un peu de leur affaires publiques.

Nous leur devons ce travail de vigie, nous leur devons cette précaution pour demain.

Et c'est un très beau chantier de la vraie politique.